Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 9 FEVRIER 1979 - N° 850 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Sidérurgie : élargir l'action

Les sidérurgistes sont très mécontents des résultats de la réunion entre les syndicats et le gouvernement. L'action est l'exigence la plus immédiate qu'ils formulent en préparant activement la journée du 16. Motif de colère supplémentaire : la fonderie à Longwy va commencer à licencier à partir du 15 février. A Hagondange, vendredi, les syndicats de Sacilor organisent une journée ville-morte.

Lire en page 3

Le PCF, comme en 14...

«Jamais les Lorrains n'accepteront que les capitalistes Ouest-allemands obtiennent de votre gouvernement ce qu'il n'ont pu obtenir au cours des guerres de 1914 et de 1940» écrit Porcu, député PCF de Longwy. Les trompettes chauvines entraînent le PCF bien loin de la volonté de lutte des travailleurs.

Lire en page 5

EXCLUSIF

Comment les policiers sont préparés à réprimer les travailleurs Lire en page 2

Dans *Le Quotidien du Peuple* du samedi 11 février

Contraires au sein du peuple

«De la Libération de Saïgon, à la prise de Phnom Penh. Que devient le Vietnam ?

Enquête

«La Loire veut vivre !»

A LYON 4 500 DELEGUES AUX ETATS GENERAUX POUR L'EMPLOI ET LE MIEUX VIVRE

• 25 000 manifestants... • 100 000 grévistes...

La lutte contre le chômage bien engagée dans le Rhône

C'est un succès indéniable, qui dépasse toutes les espérances.

Ce mercredi 7 février restera une étape marquante dans la difficile lutte contre le chômage. Elle est à mettre à l'actif de tous ceux, qui depuis des semaines ont travaillé sans aucune exclusive, à la réussite de cette initiative. 38 organisations et associations, ont, avec les syndicats CFDT, CGT, FEN ainsi jeté les bases d'un large front qui est la condition d'une lutte victorieuse contre le chômage.

De multiples réunions dans les entreprises, sur les quartiers ont permis aux travailleurs d'échanger leurs expériences, leurs points de vue, d'élaborer des propositions, de préparer les forums qui se sont tenus au Palais des Congrès.

Des difficultés ont été rencontrées dans cette journée. En particulier le «manifeste des états généraux» n'a pas été discuté, ni enrichi comme il aurait pu et dû l'être par l'apport de différents forums. Ce n'est pas pour nous surprendre. Certains ce sont peut-être ralliés à cette initiative parce qu'ils n'avaient d'autre choix et qu'ils ne comptent peut-être pas lui donner toutes les suites qu'elle exige.

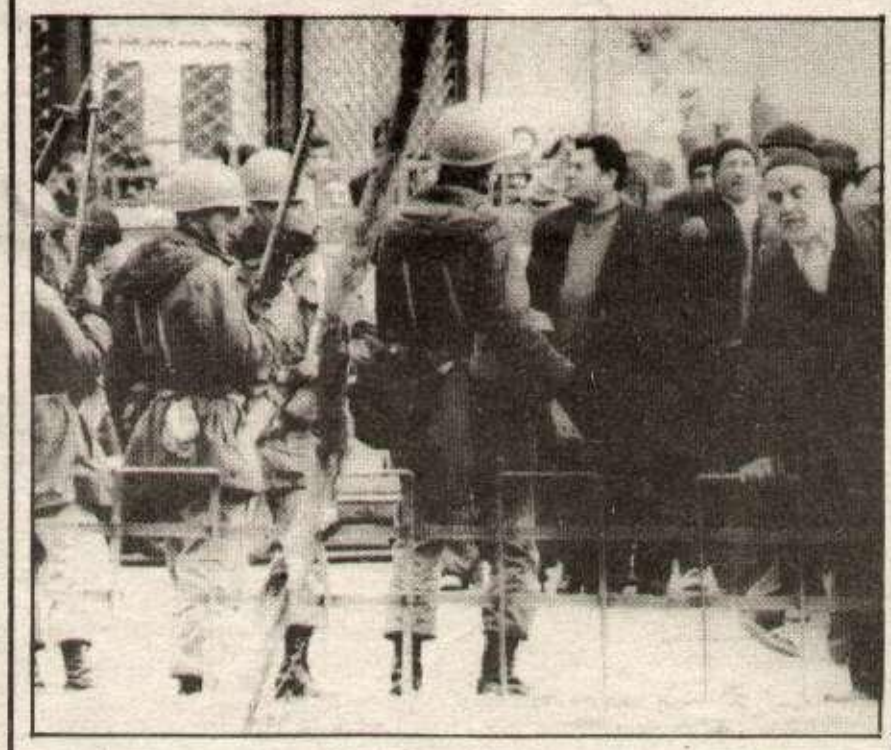
N'empêche, une dynamique riche de promesses vient d'être créée, ils leurs sera difficile de s'y opposer.

Nous reviendrons plus largement sur le déroulement de ces «états généraux» dans une prochaine édition.

Lire en page 3

A l'appel de Khomeiny

MARCHE REFERENDUM DANS TOUT L'IRAN



L'armée et les manifestants : les piliers de chacun des deux gouvernements. Le soutien à Bakhtiar s'effitera-t-il conduisant à une passation de pouvoir en douceur ou au contraire l'affrontement aura-t-il lieu ?

Lire en page 8

POUR PROTESTER CONTRE L'EXECUTION SOMMAIRE DE TROIS PATRIOTES ARMENIENS A MOSCOU

POUR EXIGER UNE REVISION PUBLIQUE DU PROCES

RASSEMBLEMENT

vendredi 9 février devant l'ambassade soviétique (40 boulevard Lannes), à 18 h 30. Rendez-vous métro Porte Dauphine.
A l'appel de Libération arménienne, Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens.
Soutenu par LCR, OCT, PCR ml

Lire en page 8

Exclusif

UN COURS DE FORMATION SUR LES SYNDICATS DONNÉ A L'ÉCOLE DE LA POLICE NATIONALE

Antisyndicale, la police française ? Certes pas, à en croire le nombre d'organisations syndicales de policiers et le nombre de policiers syndiqués. Des policiers qui n'ont pas le droit de grève, mais qui vont même jusqu'à rêver tout haut qu'ils pourraient l'avoir un jour. Des policiers qui manifestent en cortège syndical, pour des avantages de carrière, pour être plus nombreux, pour que leur propre sécurité soit assurée...

Mais une compréhension un peu trop «sommaire» du fait syndical, vu comme allant de soi et forcément légitime, ne risque-t-elle pas de poser des problèmes de conscience à certains de ceux qui sont justement chargés d'exécuter les ordonnances de référés, en vidant des ouvriers grévistes d'usines occupées ? Une tâche courante de la police qui, ce faisant, réprime ouvertement les travailleurs et leurs syndicats ! C'est ce que semblent craindre les responsables de la police. C'est ce que confirme la lecture du document exclusif dont nous publions aujourd'hui des extraits significatifs. Il s'agit d'un cours donné aux élèves brigadiers de police de la région parisienne, intitulé : «*Thème de réflexion : les syndicats et les conflits du travail*».

La liberté syndicale

Une fois fait l'éloge du pluralisme syndical, et du droit de choisir son syndicat est développé un droit fondamental : «Le droit de ne pas se syndiquer» !

«La liberté ne serait pas complète si le salarié n'avait pas en outre un droit : celui de ne pas se syndiquer. Cette liberté impose des contraintes aussi bien aux syndicats qu'aux employeurs ; elle peut se résumer ainsi : chacun peut à tout moment démissionner de son syndicat, et nul n'est tenu d'être syndiqué. Il s'ensuit que tout accord entre syndicat et employeur pour limiter l'embauche à des travailleurs inscrits à tel syndicat est illicite. Toutefois, le conflit du *Parisien libéré* a pour origine le monopole d'embauche détenu à Paris par le Syndicat du Livre auquel le propriétaire de ce journal est seul à s'opposer».

Après avoir rappelé que l'apolitisme syndical est inscrit dans le Code du Travail, on tente de faire saisir la complexité de l'affaire : «L'apolitisme syndical signifie en outre que les sujets traités par les syndicats relèvent de l'économique et non du politique. Mais le problème est plus délicat, parce que la distinction entre les domaines économiques et politique est la plupart du temps très difficile à établir».

L'unité d'action CGT - CFDT

Cette unité d'action existe au niveau tactique.

«Il n'en reste pas moins vrai que chacune d'entre elles garde son originalité et que si l'accord se fait le plus souvent aisément au niveau de la lutte quotidienne, elles ont peut-être des visions de l'avenir qui ne se recouvrent pas exactement. La CGT envisage les nationalisations comme un moyen de parvenir au «centralisme démocratique» c'est-à-dire à un Etat qui se mette au service des travailleurs grâce à une planification, un parti, des syndicats réellement démocratiques. Par contre la CFDT fait plus confiance dans les individus et peut-être par là se montre plus idéaliste, et considère que seule l'autogestion peut vaincre la situation d'aliénation dans laquelle se trouve l'individu : ceci suppose que l'individu participe activement à toute la vie collective et à tous les niveaux : entreprise, quartier, commune, Etat... Ces différences qui ont été ébauchées trop schématiquement ici, expliquent pourtant les réticences qu'a manifesté à plusieurs reprises dans des conflits récents l'appareil de la CGT devant les actions entreprises ici ou là par les militants qu'il jugeait irresponsables mais expliquent aussi l'hétérogénéité qui se manifeste parfois au sein de la CFDT qui recouvre un éventail assez large d'options parmi ses militants».

• FO et la CFTC

«Ces deux organisations ont en commun leurs options réformistes et résolument anticommunistes» ... «Ce qui est important à retenir ici c'est que ces deux centrales ne rejettent pas la propriété privée des moyens de production et donc le système capitaliste, elles cherchent simplement à l'aménager pour en atténuer les injustices».

• La CGSI et la CFT

En 1949 est crée la CGSI composée entre autres «d'anciens cégétistes exclus de la CGT pour faits de collaboration et d'anciens «résistants» mal remis du retour à la paix. Ce recrutement très particulier a très vite donné à cette Confédération une réputation paramilitaire qui ne l'a pas fait admettre dans le milieu ouvrier. La CGSI s'est donc adressée au patronat pour s'introduire dans les entreprises et elle y joue assez efficacement le rôle de «syndicat-maison» et éventuellement de briseur de grèves.

Quant à la CFT, son caractère d'indépendance est tout aussi discutable ; elle est assez solidement implantée dans l'automobile en particulier, grâce il faut le dire, à l'impulsion efficace donnée par la Direction de Simca».

Les grands principes : propriété privée et liberté du Travail

«Les grévistes portent atteinte à ces deux grands principes lorsqu'ils font la grève sur le tas. Ce mode de lutte, qui a été à l'honneur dans les années 36 - 37, a repris une certaine ampleur depuis 1968. Il représente un certain nombre d'avantages pour les militants syndicaux dont les plus importants sont la mobilisation des travailleurs sur les lieux du travail, et la prise de responsabilité personnelle de chacun dans la lutte. Mais, bien sûr, il s'agit d'une action illégale puisqu'elle viole la propriété privée, les outils de travail, n'étant pas la propriété des travailleurs, mais aussi puisqu'elle apporte un entrave à la liberté du travail, les non grévistes étant dans l'impossibilité matérielle de travailler. Si le chef d'entreprise n'a pas voulu, ou n'a pas pu obtenir une solution amiable, c'est-à-dire une évacuation pacifique des locaux assortie d'une solution au conflit, il peut toujours s'adresser au juge des référés au tribunal de Grande Instance pour obtenir l'expulsion des grévistes. Pour cela, il doit prouver qu'il y a urgence : la charge de cette preuve est plus ou moins lourde suivant les tribunaux : certains juges allant jusqu'à estimer qu'il y a urgence du seul fait qu'il faut rétablir la situation légale. La principale difficulté consiste à savoir quelles sont les personnes qui vont être assignées en référé».

La loi française étant «individualiste» et «ignotant la collectivité d'hommes», l'assignation de délégués syndicaux au titre de l'ensemble des grévistes qui occupent est un «pur stratagème juridique» avoue le directeur du cours pour brigadiers en herbe.

«Cette pirouette juridique ne convainc personne, et théoriquement un grévistes non syndiqué ne devrait pas se sentir concerné par cette décision de justice. Il est pourtant évident que lorsque l'évacuation se fait manu militari, les agents de la force publique ne peuvent pas faire le tri»..

«Si le problème de l'occupation des lieux de travail demeure la question de fond de la plupart des conflits actuels, toutes sortes de délits peuvent être commis à l'occasion d'un conflit : séquestration de personnes, menaces, violences, dégradation de monument, détérioration de stocks... Il est évident que l'employeur a tout intérêt à exploiter tout délit commis».

«Quel que soit le délit commis par un salarié, au cours d'un conflit du travail, il encourt en plus de la sanction pénale, ou même d'une responsabilité civile dans certains cas, le licenciement immédiat et sans indemnité».

L'Etat défenseur de l'ordre social

Après avoir exposé la logique des patrons, on explique aux futurs brigadiers les difficultés qu'a l'Etat d'accomplir sa «mission» de défendre «l'ordre public».

«Le paradoxe que nous sommes en train de vivre tient au fait que, de plus en plus, les gouvernements successifs affirment une volonté libérale dans la logique de la politique contractuelle et entendent se dégager au maximum des rapports entre les syndicats et le patronat. Cette attitude ne semble pas à l'heure actuelle porter les fruits escomptés et faciliter la solution des conflits qui durent de plus en plus longtemps, se politisent inévitablement et conduisent en fin de compte l'Etat à intervenir au moment où les choses se sont envenimées à un tel point, qu'il est souvent contraint d'user de la force pour maintenir l'ordre public.

L'Etat est en effet **responsable de l'ordre public** et dispose pour cela de la «force publique». L'institution de la force publique est révolutionnaire : c'est en effet sous la Révolution française qu'est née l'idée d'une force publique comme fondement de l'autorité de l'Etat, et comme garantie de la liberté. Son rôle est précisé dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : «La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique, cette force publique est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée».

«Les confédérations sont dépassées par les grèves sauvages»

Enfin en guise de conclusion, il est reconnu aux centrales un rôle dynamique incontestable, mais en même temps des limites d'autorité dans la conduite de l'action.

«Les organisations syndicales ouvrières ont donc eu un rôle dynamique incontestable dans l'histoire récente, mais certains voudraient leur voir jouer aussi un rôle de stabilisateur des conflits. Le patronat en particulier souhaiterait souvent, et de plus en plus, des appareils syndicaux suffisamment hiérarchisés et structurés pour pouvoir contrôler leur «base» et empêcher tout débordement. Or, on constate quelque fois que les confédérations sont dépassées par des grèves sauvages, auxquelles elles sont contraintes de se rallier de manière à pouvoir les canaliser. C'est un phénomène assez nouveau, qui bien entendu ne fait que rendre plus difficile le réglement des conflits du travail dans la mesure même où l'autorité des confédérations parisiennes est de plus en plus contestée».

NOTE :
Le texte en gras est écrit ou souligné par nous. Le QdP.

LYON : 4 500 DELEGUES AUX «ETATS GENERAUX POUR L'EMPLOI»

Les Etats Généraux pour l'Emploi et le mieux-vivre se sont déroulés mercredi à Lyon. Nous faisons ici un premier compte-rendu et nous y reviendrons plus largement.

Onze heures, Palais de la Foire à Lyon : les 12 forums programmés battent leur plein. La plupart sont l'occasion pour les délégués aux Etats Généraux d'échangeer leurs expériences, de faire connaître telle lutte menée parfois avec succès et bien sûr de discuter des perspectives aujourd'hui. Certains sont très animés et les problèmes sont posés parfois ouvertement par les travailleurs comme au forum «Lutte immigrée».

Tout au long du Palais de la Foire, des stands, des panneaux, des affiches... Au total, ce sont près de 4 500 délégués qui auront participé aux Etats Généraux pour l'Emploi. C'est là une indication qui marque le succès de cette initiative. Les aspects les plus novateurs mis en avant *«pour que cette journée ne soit pas une simple journée sans lendemain»* ont pu permettre une mobilisation de tous les travailleurs combatifs.

A 15 heures, le *Manifeste des Etats Généraux, «Charte départementale des travailleurs»* selon les syndicats, a été lu à la tribune et adopté. Ce qui n'a d'ailleurs pas été «avalé» par tout le monde car aucune modification n'a été apportée au projet à la suite des différents carrefours. Il n'a même pas été discuté par les délégués !

Puis, la manifestation s'est ébranlée : des cortèges combatifs scandant avec vigueur des mots d'ordre sur les 35 heures, des cortèges colorés aussi avec animation musicale... Environ 25 000 manifestants à Lyon, 100 000 grévistes au total dans tout le Rhône, les prévisions ont été dépassées.

Correspondant

Une des luttes récentes à Lyon : le 19 janvier, les travailleurs des Câbles de Lyon faisaient une intervention sur l'avenue Berthelot.

SIDERURGIE LORRAINE: ELARGIR L'ACTION

De notre envoyé spécial

La journée de mercredi à Longwy n'aura pas connu d'*«actions de coups de poing»* comme la veille. Pour la plupart des syndicalistes CFDT, la journée a permis de tirer le bilan de l'intervention à la sous-préfecture de Briey et à préparer de nouvelles actions.

L'ensemble des militants ne s'attendaient pas à ce que la presse locale et nationale leur fasse de cadeaux à la suite de l'action à la sous-préfecture de Briey. Une assez vive discussion au retour de la sous-préfecture de Meurthe et Moselle avait d'ailleurs opposé les militants de la CFDT à des journalistes d'un certain nombre de journaux qui, en particulier depuis le début du mois, ne cessent de déformer la lutte des sidérurgistes de Longwy. Mercredi, la colère était vive contre la presse locale et aussi contre *France Soir* à cause de son titre de «Une» provocateur de mercredi : *«Un commando saccage la sous-préfecture de Briey»*, du sous-titre extrait d'une déclaration du sous-préfet : *«Je ne suis pas sûr qu'il s'agisse de sidérurgistes»*, et surtout à cause d'un montage photo visant à créer l'illusion que des fusils avaient été utilisés par des sidérurgistes... Pourtant, il s'agissait bien de travailleurs d'Usinor, la CFDT et la CGC ont d'ailleurs revendiqué l'action. Contrairement aux porte-parole de l'UL CGT qui ont nettement condamné la visite à la sous-préfecture, nul à l'IUS CFDT ne l'a critiqué dans son principe. Boulin se moquait des sidérurgistes à Paris en refusant de mettre en cause les licenciements, il avait donc eu la réponse qu'il mérite. L'Intersyndicale, réunie mercredi matin, avait d'ailleurs souligné que tant que les licenciements n'étaient pas remis en cause, elle ne prenait pas au sérieux ces négociations. De plus en plus de militants toutefois sentent la nécessité d'associer le plus largement possible les travailleurs de la région, sidérurgistes ou non, à l'action.

ELARGIR L'ACTION

L'Union Interprofessionnelle de Secteur (U.I.S.) CFDT de Longwy relance un certain nombre de propositions permettant justement de résoudre la contradiction exsistant entre la très forte révolte populaire à Longwy et la relativement faible mobilisation des sidérurgistes en dehors des journées d'action naturellement. Un des principaux leaders de la CFDT d'Usinor ne cache pas que *«les travailleurs de la région ne veulent plus de simples défilés»*. Par ailleurs, il ajoute : *«Il est vrai que les actions «coups de poing» sont nécessaires mais ne sont pas suffisantes»*. C'est bien dans cet objectif que le tract n°10 de la série *«SOS Emploi»* édité par l'UIS CFDT rappelle qu'elle soutient les propositions de la CSCV (Confédération Syndicale du Cadre de Vie) de bloquer le premier tiers provisionnel, proposition permettant d'élargir l'action. Il s'agit là d'une proposition parmi d'autres. Si le blocage du tiers provisionnel est suivi, ce sont plusieurs milliers de travailleurs qui participeront à la lutte. Cette mobilisation sera sans commune mesure avec ce qu'on a connu jusqu'à présent, les journées d'action exceptées.

LA PREPARATION DU 16

A ce propos, on peut déjà avoir la quasi certitude que la journée d'action du 16 dans la sidérurgie sera un grand succès. La CFDT note d'ailleurs dans son tract : *«La journée du 16, si elle ne reste pas sans lendemain, doit être une étape importante : ce jour-là, les travailleurs de tout le bassin, toute la sidérurgie vont se mobiliser»*. Bien que le déroulement de la journée ne soit pas encore arrêté dans le détail, il est probable que Longwy sera bloqué au moins quelques heures mais ce ne sera sans doute pas là, la plus significative des actions de ce jour...

MOBILISATION A HAYANGE

D'ici là, la température risque encore de monter. Pas plus tard que mercredi, on apprenait que le directeur du service général de Sacilor à Hayange, à 10 kilomètres de Thionville, était *«retenu»* par les ouvriers de l'entretien. Mardi, à la réunion du Comité d'Entreprise, le patron a annoncé la suppression du chômage partiel, sauf à l'entretien. Les travailleurs, qui chômaient un, deux ou trois jours par mois depuis assez longtemps, n'ont pas apprécié cette discrimination. Cela n'a pas traîné, le directeur a été «retenu».

LES PREMIERES LETTRES

On apprenait par ailleurs qu'à partir du 15 février, à la fonderiee Gorcy, propriété du patron Labbé *«le sauveur du bassin de Longwy»* des travailleurs commenceraient à recevoir leurs lettres de licenciement. *«Avec un coup comme ça, ça risque de bouger»* nous dit un délégué du personnel du train à fil d'Usinor. Le bruit court que le patron leur paierait leur préavis sans qu'il leur demande de travailler durant cette période. L'envoi des lettres de licenciement a d'ailleurs été retardé, dit-on, car le patron devait satisfaire un certain nombre de commandes. *«Cela rend les licenciements encore plus révoltant. On nous utilise vraiment jusqu'à la dernière minute tant qu'on a besoin de nous»* dit un autre délégué de l'usine du train à fil d'Usinor. Il ajoute : *«Ce qu'il faut, c'est se mobiliser le plus rapidement possible. Il faut empêcher les lettres de partir»*. L'Intersyndicale envisage une manifestation qui convergerait vers Gorcy (10 kilomètres environ de Longwy) siège de l'usine. La mobilisation des sidérurgistes, on le voit, n'est pas prête de retomber dans le bassin.

François MARCHADIER

La sous-préfecture de Briey, occupée mardi soir, par des sidérurgistes.

LUTTES OUVRIERES

Boulogne-sur-Mer : Rassemblement de chômeurs à la Bourse du travail

400 à 500 personnes ont répondu à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de la CGC et d'autres organisations. Le délégué CGT des APO (Acieries de Paris et d'Outreau) a dénoncé la situtation de l'emploi en constante dégradation en particulier dans le Nord de la France. Il a affirmé que les chômeurs ne doivent pas rester isolés mais qu'ils doivent lutter dans l'unité avec les autres travailleurs. La CFDT a rappelé l'activité positive du CODIL APO (Comité de Défense des Intérêts des Licenciés des APO) : il a notamment engagé des actions positives contre les saisies. *«Vous êtes 7 000 chômeurs dans le boulonais, vous constituez une entreprise forte et dans une entreprise, on a besoin d'un syndicat pour se défendre, ce syndicat, c'est la CFDT»* a affirmé l'orateur de la CFDT qui a proposé de lutter pour le report du tiers provisionnel. Le délégué de la FEN a décrit les difficultés rencontrées par les enseignants et en particulier les menaces qui pèsent sur 140 classes, ce qui, entre autres conséquences, entrainerait la suppression de 140 postes.

Tous les participants ont appelé à la manifestation du 16 février, qui, de l'avis de tous, doit être plus dure que le 7 décembre dernier, journée ville-morte de Boulogne-sur-Mer à laquelle 15 000 personnes ont participé. Une manifestation a conclu le rassemblement autour des mots d'ordre : *«Vivre et travailler dans le boulonais», «Chômage rasle-bol»*. Certains participants ont toutefois regretté le manque de propositions concrètes d'organisation ainsi que les perspectives de lutte qui, en dehors du 16 février, restent floues.

Correspondant

Mauroy, défenseur de l'emploi ?

Tudor, filiale de la CEAC, elle même filiale de la CGE (Compagnie Générale d'Electricité) est une usine d'accumulateurs, située en plein Lille et très polluante. Les infiltrations d'acide sulfurique dans le sol ne sont pas rares (la direction a déjà eu plusieurs amendes) ; de même la pollution atmosphérique (poussières et vapeurs de plomb) est aussi, sinon plus dangereuse et moins perceptible que les infiltrations. Le laboratoire municipal procède depuis plusieurs années à des prélèvements dont les résultats n'ont jamais été dévoilés. Pourtant les élus PS et PCF et quelques militants PCF sont au courant de ces résultats très inquiétants (d'après ces résultats, la pollution de cette usine est très au dessus du seuil limite). A un militant du PCF, syndicaliste qui demandait pourquoi on ne faisait pas connaître largement ces résultats, il fut répondu qu'ils étaient confidentiels et qu'il fallait attendre... Or, en 1975, la direction de Tudor licenciait 100 immigrés travaillant au haut fourneau. A l'époque il n'y eut aucune lutte. La direction prétendit que la municipalité de Lille était responsable de ce licenciement collectif, puisqu'elle reprochait à ce haut fourneau sa pollution. Or, aujourd'hui le maire Mauroy, projette de construire une nouvelle école maternelle juste à proximité de l'usine Tudor... à la condition qu'il y ait des garanties *«côté pollution»*.

Des licenciements vont-ils avoir lieu chez Tudor ?

Jusqu'à ce jour, les élus du PCF sont contre ce projet. Projet réfléchi quand on sait, que la *«vocation»* de Lille est d'être une ville à caractère tertiaire (bureaux, organismes, etc...). Jusqu'à ce jour, les lecteurs de *Nord matin* (PS) et de *Liberté* (PCF) n'ont pas eu vent de ce projet : *«Le conseil municipal règle cette affaire en son sein...»*

Corresp. LILLE

Dentzer à Montreuil

FEMMES, OS, ELLES SE BATTENT POUR L'EMPLOI

A Montreuil, Dentzer est une des dernières boites importantes de femmes. Elles sont 250, en majorité OS. Depuis sept ans, au gré des sous-traitances, l'effectif n'a cessé de diminuer... Aujourd'hui, la direction ne cache pas qu'elle veut liquider l'usine, qu'elle ne mettra plus un sou dans l'affaire. Il y a quelques jours, IBM, principal commanditaire, a tenté de reprendre deux machines. Un syndicaliste d'une autre boîte, remarquant le déménagement en cours, prévient tout de suite d'autres militants. Les deux machines sont ainsi restées dans l'usine, une garde de nuit est organisée pour empêcher toute nouvelle tentative. Une fois encore, les ouvrières de Dentzer sont donc en lutte pour leur emploi. Nous avons rencontré Micheline, Mireille, Michèle, Edith Jean-Pierre et Jojo, délégué CGT, seul syndicat dans l'entreprise.

Depuis des années, Dentzer est une boîte de sous-traitance : il y a eu Kodack, IBM, le téléphone (CGCT), les ascenseurs Otis. Embauche et licenciements se sont donc succédés pendant des années, au rythme de ces contrats, plus ou moins longs, plus ou moins gros. En 61, c'était la fin des électrophones, en 65 la fin de Kodack. *«Le patron passait dans les ateliers, et montrant du doigt une telle telle et une telle, leur signifiait que c'était fini. Une fois qu'il était sorti, c'était souvent des crises de nerfs, mais pas de lutte collective»*.

Jusqu'en 68, il n'y avait pas de syndicat. *«Ça a été très dur pour monter le syndicat, le patron n'acceptait pas»*... Depuis 1962, on avait commencé à travailler pour IBM. A certaines époques, en particulier entre 69 et 1970, il fallait parfois travailler samedis, dimanches et jours de fête, à coups de prime. Il faut voir ce que ça veut dire, de telles semaines de travail sur un binoculaire !

Fin 1970, IBM construit une usine à Montpellier : 100 ouvrières se voient retirer leur travail à Montreuil. L'année suivante, 170 licenciements sont annoncés : les ouvrières réussissent à faire baisser le nombre de licenciements à 100, mais pas plus. C'est un peu la même situation dans toutes les boîtes qui employaient des femmes O.S. en région parisienne : Grandin, Aréna, SLC, REELA. *«Les patrons préfèrent faire ce travail dans les pays où la main d'œuvre est moins chère, par exemple en Tunisie. On a vu le patron vanter dans un journal local»* des travailleurs parlant français, à 2 F 50 de l'heure»...

UNE LIQUIDATION PROGRESSIVE

Toute une série d'obstacles ont freiné les luttes. Pendant toute une époque, l'absence de syndicat. En même temps, *«Dentzer c'était un des meilleurs salaires de la région, avec l'échelle mobile, la quatrième semaine de congés avant les autres, une mensualisation avantageuse en 70... Pour y entrer, il fallait presque avoir des références morales»*. Mais tous ces avantages ont été repris : l'échelle mobile a été lié à l'absentéisme, aujourd'hui, on est à peu près au SMIC. Autre obstacle, la division des ateliers par sous-traitance faisait que c'était à chaque fois un seul secteur qui était touché. Division hommes - femmes, aussi les hommes, chargés du reconditionnement des machines, relativement qualifiés (P 2 électroniciens), n'étaient en général pas touchés. De plus, s'ils partaient, ils retrouvaient plus facilement du travail que les femmes O.S. de surcroît.

Enfin, le fait d'être une usine de sous-traitance : avec le chantage permanent de la fin de contrat en cas de grève. *«A part le fer à souder, on n'a rien»* résume une déléguée... Pourtant, cette fois, deux machines IBM sont immobilisées, et ça pèse quand même dans le rapport de force *«Pour nous, c'est une monnaie d'échange»*.

«NOUS VOULONS RESTER DENTZER !»

Aujourd'hui, les ouvrières de Dentzer ont le dos au mur, comme elles disent ? Et même si c'est difficile de se battre quand on a un besoin vital de chaque billet de la paie, elles ne peuvent pas accepter la fermeture. Mardi, elles sont parties en masse au siège parisien de la banque CIC, principal actionnaire, et ont retenu le PDG dans son bureau pour exiger des explications. Elles n'ont pas reculé, malgré la présence de l'huissier. *«Le soutien des syndicalistes de la CIC a été formidable»*.

Pour le moment, une seule perspective industrielle est avancée. Le groupe TGM accepterait de reprendre une partie du personnel «IBM» : un peu moins de cent. Les 70 personnes travaillant pour «Alarm électronique», celles travaillant pour Otis (elles sont déjà en chômage technique), et les 70 de «structure», resteraient sur le carreau. Se battre uniquement pour que TGM reprenne l'intégralité d'IBM ? *«Nous voulons rester Dentzer»* disent-elles, garder tous les emplois. Lutte ardue, car il semble qu'il y ait des ordres gouvernementaux pour ne plus donner de sous-traitance dans la région parisienne, mais en province : *«déshabiller Pierre ou habiller Paul»* en quelque sorte.

MONTREUIL : DEJA 4 500 CHÔMEURS

A Montreuil, il y a déjà 4 500 chômeurs. Des chômeurs qui sont venus s'ajouter à d'autres, chaque jour. *«On a lutté avec d'autres boîtes, comme Rateau, Grandin... Mais c'est difficile. Pourtant, sur Montreuil, dans les boîtes, il y a une solidarité certaine. En cas de coup dur, ils sont prêts à venir. Mais pour le moment, les ouvrières sont plus faciles à mobiliser dans le cadre de l'usine. Quand il y a une Assemblée générale le monde descend...»*

«Nous acceptons tout soutien à notre lutte», disent les délégués CGT. Pour que Dentzer vive, pour que les 250 emplois restent à Montreuil, une large solidarité à leur lutte est nécessaire !

Monique CHERAN

COMMUNIQUÉ

«Nous, résidents du foyer Romain Rolland, en grève depuis le 1er février 1975 :

- pour faire aboutir nos justes revendications ;
- baisse du loyer de 100 F et blocage (prix calculé par les experts architectes et comptables, jamais reconnu par la Sonacotra) ;
- renvoi des gérants racistes (et remplacement par des concierges, comme dans les HLM) ;
- reconnaissance du statut de locataire ;
- reconnaissance des Comités de résidents, élus démocratiquement en assemblée générale et de notre Comité de Coordination, comme seul représentant légitime des résidents en lutte ;
- suppression ou réglement intérieur et liberté dans le foyer,

«Nous dénonçons les provocations du gérant raciste, qui pousse le veilleur de nuit et le barman à attaquer les résidents en lutte, et témoignent au commissariat contre les délégués.

«Nous appelons votre journal à publier notre communiqué, et à faire appel à tous les travailleurs à participer à notre **journée «portes ouvertes» le 10 février 1979 de 13 heures à 24 heures**, organisée par les résidents et leur Comité de résidents. Cela sera une occasion pour nous de fêter l'anniversaire de quatre ans de lutte.

«Depuis quatre ans, la Direction de la Sonacotra se refuse à toute négociation avec le Comité de Coordination, car elle a le soutien total du pouvoir et applique les mesures anti-immigrés de L. Stoléru.

«La semaine organisée par Stoléru, pour les immigrés, était une semaine de provocation financée avec notre argent - FAS (Fonds d'action sociale, qui est entre autre l'argent des allocations familiales non perçues par nos enfants au pays d'origine). Avec notre argent, M. Stoléru nous insulte à travers la télévision, et nous fait du chantage pour tromper l'opinion publique française.»

Le Comité de résidents du foyer Romain Rolland SAINT-DENIS

Foyer Sonacotra Romain Rolland (Saint-Denis)

Quatre ans de lutte

Journée «portes ouvertes» samedi 10 février

POLITIQUE

LE PCF ET «L'EUROPE ALLEMANDE» : COMME EN 14....

Dans le cours des luttes que mènent les travailleurs de la sidérurgie pour défendre leur emploi, le PCF embouche le clairon de l'indépendance nationale contre «l'Europe allemande», à qui «Giscard vend la France». Lorsque la question de l'élargissement du Marché commun se trouve posée, il développe, particulièrement dans le Midi, une campagne de protestation contre «l'abandon national». Et l'un des thèmes de sa campagne électorale aux législatives était : *«Produisons Français»*. Un ensemble de slogans qui ont une logique, mais qui n'est pas celle des travailleurs.

De récentes déclarations ont donné lieu à une polémique avec Edmond Maire. Les intentions de celui-ci ne sont évidemment pas des plus pures : ses positions européennes sont très étroitement calquées sur celles du PS ; de ce côté-là, les travailleurs n'ont pas non plus grand chose à attendre. Mais il est vrai que dans l'affaire, le PCF semble trouver plaisir à donner des verges pour se faire battre.

Porcu, député PCF de Longwy, écrit au ministre de l'Industrie : *«Vous osez évoquer le général De Gaulle pour faire passer votre politique de démission nationale ; c'est un comble !»*. Et Porcu, plus gaulliste que De Gaulle, retrouve des accents dignes de Barrès pour écrire : *«Oui, les Lorrains sont attachés à leur terre sur laquelle tant de générations ont peiné et souffert, tant de sang a été répandu afin d'en chasser le militarisme allemand qui rêvait de faire main basse sur ces richesses nationales. Jamais les Lorrains n'accepteront que les capitalistes Ouest-allemands obtiennent de votre gouvernement ce qu'ils n'ont pu obtenir au cours des guerres de 1914 et de 1940»*. (*l'Humanité* du mercredi 7 février).

C'est ce même type de discours qui a amené la municipalité PCF de Longlaville (près de Longwy) à fleurir le monument aux morts où un poilu préside désormais à des banderoles sur lesquelles ont peut lire : *«La Lorraine ne sera pas vendue aux trusts allemands»* et *«Leur sacrifice ne sera pas vain, Longlaville vivra»*.

Au-delà de l'aspect odieux de cette propagande, il y a l'aspect proprement ridicule : qui ignore en Lorraine que la classe ouvrière des mines et de la sidérurgie est, en grande partie, d'origine italienne, polonaise, marocaine, et même, oh horreur, allemande ? Que pendant des décennies, pour reprendre l'expression du député de Longwy, *«tant de générations ont peiné et souffert, tant de sang a été répandu»* dans les luttes communes que menait cette classe ouvrière contre le capital ?

UNE LOGIQUE DE DEFENSE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Ce n'est certes pas par un égarement inexplicable que le PCF se trouve amené à proférer de telles aberrations et à ressusciter les taxis de la Marne. Il y a bien là quelque chose de cohérent. Pour le PCF, *«les travailleurs, et avec eux tous les Lorrains, veulent que la sidérurgie soit sauvée, qu'elle contribue à assurer les bases de notre indépendance économique et refusent la soumission à l'étranger»*. En somme l'important pour le PCF n'est pas tant la défense de l'emploi et l'arrêt de tout licenciement que la sauvegarde de la capacité concurrentielle de la sidérurgie bien de chez nous. C'est dans le même ordre d'idées qu'il développe le mot d'ordre *«pas un boulon ne doit être démonté»* qui s'inquiète plus du sort des installations que du maintien de l'emploi.

Et puis, à quoi rime aujourd'hui cette agressivité contre «l'étranger» ? C'est qu'à défaut de pouvoir accéder au gouvernement dans un délai rapproché, le PCF a pour objectif immédiat les élections européennes. Et pour réaliser un bon score, quel meilleur moyen que celui de tabler sur les craintes liées aux progrès de la construction européenne, mais dans des termes où ne peut plus ambigus ? Quel intérêt commun les petits viticulteurs du Midi peuvent-ils avoir avec les gros négociants qui craignent pour leurs marges bénéficiaires ? Aucun, sans doute, hormis le fait que le PCF compte bien additionner les voix des uns et des autres dans son escarcelle électorale.

François NOLET

MARCEL DASSAULT AU VERT

M. Marcel Dassault -87 ans- publie dans *le Figaro* une pleine page de publicité *«pour la défense du monde rural»*. Il y évoque le sort des paysans de nos jours qui *«sont attachés à leur église à cause de leur foi catholique et aussi à cause du cimetière qui se trouve au pied de l'église et où reposent les parents, les grands-parents et les autres»*. Dans un style digne d'une dictée d'école primaire du début du siècle, ou d'avant, il nous brosse un portrait de la campagne qui laisse supposer qu'il n'y a guère remis les pieds depuis son enfance : *«Lorsqu'ils travaillent dans l'immensité de la plaine et qu'ils entendent l'angélus de midi, ils s'arrêtent un instant. Dans la brume lointaine, ils aperçoivent leur clocher. C'est pour eux, comme un point de ralliement comme de drapeau pour le soldat, comme le phare pour le navigateur. Ils savent qu'auprès de l'église, dans leur maison, leur femme prépare le repas du soir, que les enfants vont revenir de l'école»* etc...

Conclusion de cette envolée lyrique : *«Il faut, en un mot, défendre le monde rural trop oublié jusqu'ici. Vous, citadins, qui partez en week-end dans votre résidence secondaire et qui êtes si cordialement accueillis par vos amis de la campagne, aidez-les en vous joignant à nous. Aux élections cantonales de mars prochain, votez pour les candidats qui se réclameront de la défense du monde rural»*.

Au service publicité du *Figaro*, on nous précise qu'une page de publicité coûte 48 500 F actuels. Un rien.

EUROPE - ECOLOGIE PART EN CAMPAGNE

Les élections pour le Parlement européen verront la participation des écologistes, avec notamment la liste *Europe-Ecologie*. Composée de plusieurs groupes et associations, dont *SOS-Environnement*, à l'initiative de cette liste, *Europe-Ecologie* présentait l'un de ses groupes qui participera à la campagne électorale : les comités «Quart Monde-Europe».

Les comités «Quart-Monde» développent une activité en direction du sous-prolétariat vivant dans la misère souvent la plus totale, exclu de toute vie sociale, relégué dans des circuits d'assistance ; selon les comités «Quart Monde», le sous-prolétariat, essentiellement constitué de familles autochtones, représente une population de deux millions de personnes en France et de huit à dix millions pour l'Europe.

Un responsable des comités expliquait leur position : *«Au sein d'*Europe - Ecologie, *les comités «Quart Monde-Europe» défendront les revendications du Quart Monde et proposeront à tous la construction d'une Europe réellement juste et démocratique parce qu'elle prendra pour référence, pour mesure de sa justice, les citoyens qui sont les plus démunis dans tous les domaines»*.

Europe - Ecologie dénonçait la disparité avec les partis politiques traditionnels, dans le gouffre financier nécessaire à la campagne estimé à quatre millions, dont une caution de 10 000 francs.

En bref...En bref...

• Hausse prochaine du fuel

Grand battage radio-télévisé : les produits pétroliers vont augmenter à cause de la crise iranienne. Ce qui n'est guère sérieux, si l'on songe que 9 % seulement des importations pétrolières françaises viennent d'Iran et que, de surcroît, plusieurs pays producteurs ont décidé de fournir à la France le supplément de pétrole qui ne lui parvenait plus d'Iran.

Après que les média aient parlé pendant des jours d'une hausse imminente de l'essence, le Conseil des ministres annonce que l'essence n'augmentera pas, en raison de la baisse du dollar, monnaie par laquelle sont réglées les factures pétrolières. Ce qui permet au gouvernement de présenter la chose comme une bonne nouvelle.

Bien joué. En attendant, si le prix de l'essence ne fait que se maintenir au taux actuel, déjà prohibitif, cela permet de faire passer en douceur une décision d'augmentation du prix du fuel, dont l'ampleur sera connue dans les prochains jours.

• Deux ans de lutte au CAT de Besançon, les problèmes restent entiers

Quoi de nouveau au Centre d'aide par le travail de Besançon ?

Les réunions de négociations se suivent et ne se ressemblent pas. La DDASS, chargée de la prise en charge de la partie C.A.T. du nouveau projet et l'Inspection du Travail, chargée de la partie Atelier protégé, soufflent alternativement le chaud et le froid. Et pour reprendre un terme d'un membre du groupe de travail sur la relance, nous ne pouvons plus supporter ces messieurs qui viennent se mettre *«des pieds sous la table»* et à côté de cela, ne font strictement rien. Il est évident que, pour les handicapés, l'affaire est plus que classée : c'est l'application à la lettre de la loi d'orientation qui primera dans le nouvel établissement et rien d'autre. Désormais, on ne parle plus dans les réunions que du statut de l'encadrement. Mais on veut aussi, comme pour les handicapés, passer de la pommade dans le dos pour mieux faire avaler d'amères pilules. Après leur avoir fait miroiter l'adoption d'une Convention collective intéressante, les pouvoirs publics abaissent la barre et veulent donner au personnel valide la convention collective de l'ameublement, bien moins avantageuse que la Convention collective à but non lucratif.

Sur tous les points, le plan de relance mis au point par la municipalité se rétrécit pour n'être plus qu'une peau de chagrin et il faut bien avouer que la municipalité de gauche semble bien impuissante et sans souffle face aux demandes de concession du pouvoir. En octobre, le plan de relance prévoyait la réembauche de 245 personnes, handicapées et valides. Au cours de la dernière réunion de négociations, un conseiller municipal en vient à dire que le redémarrage dans les conditions actuelles ne peut se faire qu'avec une équipe de travail de neuf handicapés et un moniteur. Est-ce de la provocation ou veut-on laisser pourrir éternellement un conflit qui traîne depuis bientôt deux ans, laissant des dizaines de handicapés dans des situtations dramatiques ? Désormais, ils ne recevront plus que l'aide publique. L'absence des responsables de la DDASS et de l'Inspection du Travail, leur démission devant leurs tâches ne font qu'augmenter la sensation de malaise et l'impression d'un «je m'en foutisme» intégral face aux difficultés des travailleurs. Même les éléments les plus modérés ne peuvent être que révoltés devant de telles attitudes d'insouciance et d'irresponsabilité. Peut-on faire durer plus longtemps une situation aussi insoutenable à des travailleurs qui, pour la plus grande part, sont infirmes et font l'expérience du chômage en supplément de leur infirmité ?

Corr. CAT BESANÇON

Pour tout soutien à la lutte du CAT, écrire
SECTION CFDT
3 rue Champrond
25 000 BESANÇON

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

L'Algérie après Boumédienne (1)

SIX ANS APRES...

L'élection du nouveau Président de la République, désigné par le 4e Congrès du FLN, s'est déroulée avec une participation de 95 % des électeurs. Les résultats définitifs devaient être prochainement connus, permettant la nomination officielle de Chadli Bendjedid au poste de président, dans un pays que notre reporter a trouvé en pleine transformation. Tout le débat est de définir les formes exactes de cette transformation, et le 4e Congrès n'a pas été en mesure de le trancher, aussi se poursuivra-t-il et peut-être gagnera en acuité, l'industrialisation se poursuivant, les enjeux deviennent plus importants.

La première impression est celle d'Alger. Six ans après, c'est une ville de plus en plus sale. La circulation y est plus dense. Mais, ce qui déconcerte, c'est cette foule innombrable de jeunes. Un visage de cette ville se retrouve difficilement dans le reste de l'Algérie : la présence très importante de filles et de femmes circulant dans les rues. Une part importante d'entre elles ne portent pas le voile. Une indifférence pour l'immigré, qui passe aujourd'hui inaperçu ; essentiellement par l'aspect vestimentaire.

Pour se rendre à Sétif, il a fallu huit heures de train pour trois cents kilomètres. Ces difficultés de transport ferroviaires sont dues à l'existence d'une seule voie. Le train connaît une animation particulière, propre aux pays du Tiers Monde. Les marches d'accès des wagons sont utilisées comme siège surtout par temps chaud. Aux multiples arrêts, les voyageurs descendent sur les quais pour se rafraîchir, et des jeunes de tout âge, essayant péniblement de gagner leur vie ou celle de leur famille, viennent proposer des sandwichs qu'ils ont confectionnés eux-mêmes, et des boissons. Les difficultés pour créer une autre voie sur la ligne viennent de ce que l'on traverse la chaine escarpée du Djurdjura pour atteindre les hauts plateaux. Cette région des hauts plateaux n'a que des sillons à grains en guise de collines, pour dominer les immenses étendues de blé et d'orge. La voie est installée sur une longue corniche artificielle. Aménager une autre voie,

Arrêt des bus à Alger, place des Martyrs

voudrait dire arrêter temporairement le trafic, cela entraînerait une aggravation des difficultés que connaissent les usines en matière d'approvisionnement. Ces usines poussent comme des champignons, un peu partout. L'Algérie est aujourd'hui un immense chantier.

En arrivant à Sétif, j'ai eu de la peine à reconnaître un paysage qui m'était pourtant familier. Une zone industrielle est née. La circulation est également plus dense. Le bidonville de Tandja a disparu. Ce quartier au lendemain de l'indépendance, s'était gonflé monstrueusement, avec bien d'autres quartiers de Sétif, du fait de l'arrivée importante des paysans chassés de leur région par la politique de la terre brûlée, pratiquée par les colons et l'armée coloniale en fuite. Gonflé aussi par les anciens maquisards, les soldats de l'ALN, par l'arrivée des réfugiés, les rescapés des camps de prisonniers et de concentration. Dans ce quartier s'élèvent des maisons. Cette ville est en pleine construction. Au point, qu'un contraste important s'est établi entre l'ancienne ville avec son architecture coloniale, et toutes ces nouvelles cités telles Bel-Air, Tbinet, Rasy-dour, Bizhar. Les rues sont jalonnées de creux et de bosses, témoin de l'installation récente d'un réseau de gaz naturel (chauffage, cuisine...), et de lignes électriques et téléphoniques souterraines. En 1967, il n'existait dans cette ville qu'une usine de beurre. Depuis, il y a eu progressivement une usine de pile, puis l'aménagement d'une zone industrielle située au sud de la ville à deux kilomètres. Toute une vie économique importante s'est créée dans cette région. Dans la sous-préfecture de la wilaya El Elma, réputée pour le taux important de chômage qui y sévissait se créent des unités de production (peu en activité, plusieurs en cour d'achèvement). Cette région a fourni une part très importante de l'immigration. A Ain El Kébira, à une quarantaine au nord, existe une unité importante de la SONACOM (construction mécanique) et un complexe industriel de cimenterie dont certaines unités sont en activité. Tout est arabisé (magasin, commerce, usine, panneau indicateur...). Les cireurs ont disparu, ainsi que les mendiants et les porteurs, ces plaies du Tiers Monde. Le soir les cafés sont pleins, peu d'adultes beaucoup de jeunes. Le jour, pas de filles dans les rues, peu de femmes même voilées. C'est l'été, et la période du Rhamadan, en dehors de ces époques cela est moins vrai, bien que la comparaison avec la France serait simpliste et ne tiendrait compte ni de la culture et ni des mœurs de ce pays. En fin d'après-midi le bas de la rue principale se transforme en marché parallèle de produits de consommation importés par les Immigrés, c'est plus qu'une anecdote? c'est un phénomène social !

L'avantage de parler la langue, d'avoir vécu dans cette ville et surtout l'aide des copains, les multiples rencontres effectuées, m'ont permis d'approcher un certain nombre d'aspect de la réalité qui ne m'ont pas sauté aux yeux.

Nadjib BENHAD

A suivre

Giscard au Cameroun

UN PAYS EN MARGE DE LA CONFERENCE FRANCO-AFRICAINE

Dans les nombreuses visites africaines de Giscard et de ses ministres, on peut discerner un dosage entre celles qui sont réservées aux amis les plus sûrs et les plus proches, comme la visite en Côte d'Ivoire qui a revêtu l'année dernière un éclat particulier. D'autres visites, réservées aux ministres et secrétaires d'État sont destinées à renforcer des liens avec d'autres pays extérieurs à la sphère néo-coloniale de l'impérialisme français.

Les relations du Cameroun avec la France n'entrent pas vraiment dans l'une ou l'autre de ces catégories. Même si les relations économiques avec la France restent les plus importantes, en comparaison de celles entretenues avec les autres pays de la CEE, le Cameroun a développé une politique étrangère prenant une distance à l'égard de l'impérialisme français ; faisant appel à de nombreux investisseurs et à des aides étrangères diversifiées, il n'a laissé à l'ancien colonisateur le monopole dans aucun domaine.

L'ECRASEMENT DE L'OPPOSITION

Resté chef de l'État depuis dix-huit ans, c'est-à-dire depuis l'indépendance du Cameroun, Ahidjo détient un record de longévité politique rare en Afrique. Celui-ci, bien entendu, ne correspond pas à un record dans le domaine des libertés démocratiques. Dès les premiers jours de l'indépendance, le dirigeant de l'UPC (1), Nyobe, fut assassiné, puis un autre dirigeant Felix Moumié, empoisonné par les services secrets français. Le dernier dirigeant de l'UPC, Ernest Ouandie, fut exécuté publiquement en 1971, tandis que des centaines de militants révolutionnaires et patriotes sont exilés, emprisonnés ou assassinés.

Ahidjo se maintiendra aussi au pouvoir en construisant un État fort dans un Cameroun divisé entre anglophones et francophones, Nord et Sud. Après la Fédération, c'est une République unifiée qui est constituée en 1972, avec un parti unique, l'UNC.

DES RELATIONS DIVERSIFIEES

Si Ahidjo s'installe et se maintient au pouvoir avec l'aide de l'impérialisme français, il a pourtant, depuis une dizaine d'années, infléchi sa ligne de politique étrangère, se réclamant, au moins en paroles, du «non-alignement». C'est une évolution que beaucoup de pays africains francophones ont connue. Alors que ces changements se sont traduits ailleurs par des coups d'État, Ahidjo semble avoir pris lui-même un certain nombre de virages. Aujourd'hui, tout en recevant une aide de la France représentant 35 % de l'ensemble, le Cameroun a développé des relations de coopération avec la Chine, le Canada, les USA, les autres pays de la CEE. Le nombre de coopérants français est beaucoup plus restreint qu'au Sénégal ou en Côte d'Ivoire. Le Cameroun a ignoré les tentatives de regroupement des «amis de la France», en particulier la conférence franco-africaine, axe de la politique de Giscard dans le continent.

D'autre part, Ahidjo pratique actuellement une politique de soutien actif aux mouvements de libération d'Afrique australe, bien différente de la politique d'Houphouet-Boigny qui tend la main aux racistes.

UNE ECONOMIE DEPENDANTE

L'économie du Cameroun reste marquée par une situation de dépendance et d'échange inégal. La balance des échanges reste déficitaire depuis trois ans, ce déficit étant localisé avec la France, premier partenaire commercial, la Grande-Bretagne et le Japon. Structure caractéristique de la situation d'un pays du Tiers-Monde, les exportations reposent sur quelques produits agricoles : cacao, café et bois, représentant 77 % des exportations. Au contraire, les importations sont constituées principalement de machines, d'équipements, et de biens de consommation.

La politique du gouvernement a été de pousser au développement de ces cultures d'exportation (2). L'économie n'en reste pas moins vulnérable aux variations des prix mondiaux tandis que les cultures vivrières stagnent.

Le gouvernement camerounais a également fait un effort pour développer l'industrialisation, avec notamment une usine d'aluminium, une cimenterie et un complexe sucrier. Il a entrepris la construction d'une importante infrastructure routière, ferroviaire et portuaire, celle-ci restant cependant au service de l'exportation dans une large mesure.

Au Cameroun, Giscard ne se trouve donc pas en terrain conquis. Peu menacé dans l'immédiat, le chef de l'État camerounais n'a pas besoin de la protection militaire de la France. D'autre part, tout en recevant une aide importante de la France, le Cameroun a suffisamment diversifié ses relations pour n'en être pas dépendant dans son effort de construction de l'économie.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

(1) *Mouvement de libération du Cameroun.*

(2) *Augmentation de 35 % de la production de cacao en 1978.*

La visite de Deng Xiaoping au Japon

LA CONSOLIDATION DES RELATIONS SINO-JAPONAISES

A la suite de son voyage aux Etats-Unis, le Vice-Premier ministre chinois, Deng Xiaoping, effectue une visite au Japon, soulignant ainsi l'importance accordée par la République populaire de Chine au développement et à la consolidation des relations entre les deux pays sur la base du traité de paix et d'amitié entre la Chine et le Japon entré en vigueur en octobre dernier.

Lors de la cérémonie d'adieu tenue à Sattle, Deng Xiaoping a notamment déclaré : *«Les contacts entre nos deux pays, interrompus durant un certain temps, sont rétablis et une perspective de coopération plus étendue s'ouvre devant nos deux peuples... Nous sommes venus dans l'espoir de renforcer la paix et nous ne sommes pas déçus... Nous avons réaffirmé des deux côtés et à maintes reprises notre opposition à l'hégémonisme depuis 1972 au moment où nous avons signé le traité de Shanghai. Le peuple chinois œuvrera dans la lutte contre l'hégémonisme tant régional que global. Nous sommes convaincus que l'établissement et l'approfondissement des relations sino-américaines exerceront indubitablement une influence de grande portée sur la paix, la stabilité et la sécurité dans le monde entier».*

LE TRAITE SINO-JAPONAIS

Les relations avec le Japon reposent sur le traité de paix et d'amitié dont la principale caractéristique est de contenir un article 2 qui stipule : *«Les parties contractantes déclarent qu'aucune d'elles ne doit rechercher l'hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique ou dans une autre région quelconque et que chacune d'elles s'oppose aux efforts tentés par tout autre Etat ou groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie».*

Le 23 octobre 1978, à l'occasion de l'entrée en vigueur du traité, Deng Xiaoping effectuait la première visite qu'un haut responsable chinois ait effectuée au Japon depuis la libération de la Chine. Il présentait ainsi le traité : *«C'est la première fois qu'une pareille clause est inclue dans un traité international. Cette clause est en premier lieu un engagement de la part de la Chine et du Japon à ne pas rechercher l'hégémonie. En même temps, elle constitue un coup terrible asséné à l'hégémonisme qui représente aujourd'hui la principale menace pour la sécurité internationale et la paix mondiale».*

La réalisation de l'accord sino-japonais a suscité de violentes accusations de la part du gouvernement soviétique, qui a considéré que la clause antihégémonique était dirigée contre ses activités dans la région, dont le point le plus marquant est le renforcement de sa présence militaire dans les îles Nord du Japon, occupées depuis 1945.

KOSSYGUINE : CES ILES SONT A NOUS, PARCE QUE NOUS L'AVONS DECIDE

L'URSS prétend que ces îles lui appartiennent définitivement en dépit d'une déclaration nippo-soviétique de 1956 qui prévoyait que deux de ces îles devaient être restituées. Au mois de novembre, Kossyguine a déclaré à un représentant japonais que la déclaration était nulle et non avenue depuis la présentation, en 1960, d'un mémorandum présenté par le ministre soviétique des Affaires étrangères. Depuis l'été 1978, l'URSS a considérablement renforcé son dispositif militaire sur les îles japonaises, y installant des milliers de soldats équipés de péniches de débarquement. De nombreux ouvrages militaires sont en construction, des canons de gros calibres y ont été installés venant ainsi renforcer le dispositif de la flotte soviétique du Pacifique, qui, au cours de ces dernières années est devenue équivalente à celle des Etats-Unis. Que l'URSS trouve à redire à la clause antihégémonique du traité sino-japonais est un aveu qu'elle sait parfaitement que son attitude à l'égard du Japon est de nature hégémonique et que les préparatifs engagés sont destinés à lui permettre d'accentuer ses menées agressives contre les pays asiatiques.

GRANDE-BRETAGNE : LES OUVRIERS DE BRITISH LEYLAND EN GREVE A LEUR TOUR

Mercredi après-midi les 19 000 travailleurs de l'usine de Longbridge à Birmingham votaient à une écrasante majorité la grève : *«Pas de paie de nuit, pas de travail de nuit», «Voitures mini, paie mini», «B.L. signifie sales mensonges», «Pas d'égalité de travail».* Les proclamations inscrites sur les pancartes manifestent toute la rage accumulée par les travailleurs anglais au cours des trois dernières années de blocage de salaires. La cause immédiate en a été le refus de la direction de payer les primes dues sous prétexte que la production n'était pas suffisante. Les syndicats ont fait appel au gouvernement estimant que Leyland ne pourrait survivre à une grève. La direction a affirmé que les travailleurs de Longbridge avaient lancé un coup sauvage aux 100 000 travailleurs de la firme. Mais avant même la grève de Longbridge, ils discutaient d'une grève à l'échelle du trust contre le refus de la direction d'augmenter les salaires, comme il était prévu.

Une partie particulièrement importante de la classe ouvrière entre ainsi dans le mouvement de grève de plus en plus large qui s'est déclanché en Grande-Bretagne.

La grève suivie par les blanchisseurs, les balayeurs et les cuisiniers des hôpitaux a fait plier le gouvernement, qui se déclare prêt à négocier avec les syndicats de la fonction publique. Callaghan, lui-même a été contraint au plafond officiel qui limitait les augmentations de salaire à 5 % par an et parle désormais de la limiter à 10 %. A leur tour, les employés des services des Eaux envisagent une grève générale cette semaine si la hausse de leurs salaires ne dépasse pas les 14 % qu'on leur propose.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Carrillo à TF 1

L'EURO-REVISIONNISME EN QUESTION

Peu d'éléments nouveaux sur la politique du PCE, à l'issue de l'interview de Santiago Carrillo, réalisée par TF 1 pour l'émission «Questionnaire» : une confirmation des thèses avancées il y a plus d'un an dans le livre du secrétaire général du PCE : «*L'Euro-communisme et l'État*» sur la plupart des problèmes internationaux. En revanche, Carrillo a apporté quelques précisions sur sa tactique électorale, sur la manière dont le PCE envisage le règlement de la question basque et du terrorisme, et sur ses rapports avec le PCF, qui semblent s'être dégradés sérieusement.

«L'URSS N'EST PAS ENCORE (!) SOCIALISTE»

La question de la nature socialiste ou non de l'URSS a été éludée par Carrillo : étant donné que *«la phase du socialisme peut occuper plusieurs étapes», «l'URSS n'est pas encore* (!) *arrivée à l'étape d'un socialisme réel».* Ce genre de confusion a permis à Carrillo de concilier une dénonciation de la «bureaucratie militaire» du Kremlin, et de l'absence de liberté à l'Est, avec une justification de ce qui se passe dans ces pays par le contexte international : l'existence de l'OTAN par exemple explique, selon lui, que la *«mentalité d'encerclement a continué» ; «ceci consolide à l'intérieur des méthodes non-démocratiques».*

Ainsi, les contradictions avec le social-impérialisme demeurent — le PCE, par exemple, s'est montré très réservé sur l'attitude du Vietnam au Cambodge — mais elles ne dépassent rillo se prononce pour la dissolution des deux Pactes militaires — il n'a pas précisé cette fois si elle devait être simultanée — pour le maintien des bases américaines en Espagne, tant qu'il y aurait des bases étrangères en Europe, y compris à l'Est, mais contre l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN. L'URSS a exercé de fortes pressions ces derniers temps, sur l'ensemble de la classe politique espagnole, pour éviter une telle intégration.

CONTRADICTIONS AVEC LE PCF SUR L'EUROPE

Le PCE, comme tous les partis politiques de l'autre côté des Pyrénées, est résolument en faveur de l'élargissement de l'Europe. Sur ce point, l'antagonisme avec le PCF est à peu près total. Carrillo a notamment déclaré : *«Il faut arriver à un accord sur l'Europe, sans cela l'Eurocommunisme n'existe pas pleinement. Nous ne comprenons pas la position du PCF. Nous pouvons arriver à des accords pour protéger les paysans français. Le PCF pense que l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun peut favoriser l'influence de l'Allemagne. Nous pensons au contraire que l'entrée de l'Espagne, comme d'ailleurs de la Grèce et du Portugal, renforcerait la position des pays latins en Europe, ce qui ne serait pas une mauvaise chose, démocratiserait l'Europe. Nous n'acceptons pas qu'on nous dise de Paris, ce qui est bon ou mauvais pour les travailleurs espagnols».*

Carrillo est d'ailleurs allé plus loin sur l'Europe : il s'est prononcé en faveur du développement d'organismes supra-nationaux pour régler toute une série de problèmes, sans lesquels aucun pays ne peut avancer.

L'EURO-REVISIONNISME EXISTE-T-IL ENCORE ?

De telles contradictions avèc le PCF, qui se doublent du regret devant la rupture de la gauche en France, dont le PCF est tenu en partie pour responsable, amènent à s'interroger sur l'existence même de l'Euro-communisme. *«Il existe encore,* selon Carrillo, *mais c'est une tendance qui commence, en formation, et qui n'est pas encore arrivée à son épanouissement total.» «Ce qui unit ces partis, c'est la marche au socialisme, par la démocratie et dans la démocratie. Mais ce courant signifie aussi la coopération avec la social-démocratie, c'est un objectif».*

Hélène VARJAC

A suivre

TELEPHONEZ AU *QUOTIDIEN DU PEUPLE* N° 636.73.76.

le quotidien du peuple

Marche referendum dans tout l'Iran

LE FRAGILE EQUILIBRE DES POUVOIRS

La grande marche référendum organisée par le gouvernement de Khomeiny a débuté jeudi matin à Téhéran. Un groupe de 1 000 militaires de l'armée de l'air en uniforme était particulièrement applaudi. C'était une manifestation, la première aussi spectaculaire, du fait que l'armée est divisée.

Selon les informations qui circulaient mercredi à Téhéran, 45 soldats des forces aéroportées et 12 officiers de l'armée de l'air auraient été arrêtés. Selon le journal *Kayhan* 1 300 militaires au total auraient été arrêtés depuis le retour de l'Ayatollah 28 élèves officiers ont été également arrêtés et déportés. Mais à la suite de protestations de leurs familles, ils auraient été libérés, d'autres libérations seraient en cours de négociation. Selon les adjoints de Khomeiny, des désertions massives sont en cours dans l'armée, ce que nie le général Massumi, ministre de la Défense, qui déclare n'avoir pas connaissance de tels faits.

DES MILLIONS CONTRE 8 000

Cela est une manifestation des fissures importantes qui existent dans l'armée amoindrissant d'autant les moyens dont dispose Bakhtiar pour se maintenir au poste que lui a attribué le Shah. L'évolution actuelle des choses souligne l'érosion de sa position : alors qu'il est incapable de s'opposer à la marche prévue par Khomeiny jeudi, et dont les participants dans toutes les villes d'Iran se compteront par millions, il ne lui a été possible que de réunir entre trois et huit millions de personnes sur un stade de Téhéran, protégé par l'armée mercredi. Le pouvoir de fait du gouvernement de Khomeiny est établi à Qom, Ispahan, Chiraz et d'autres villes, notamment dans le Sud, dont le nombre pourrait s'étendre, les «fonctionnaires» du gouvernement islamique y assurent les fonctions administratives et de police.

Dans cette situation de double pouvoir de fait deux possibilités paraissent ouvertes : l'affrontement ou la démission de Bakhtiar. Bakhtiar paraît jusqu'à présent préférer ne pas connaître d'affrontement direct. Il a donné l'ordre à l'armée de ne pas se manifester lors des démonstrations de jeudi, sauf s'il se produisait d'éventuelles violences. Cette prudence pourrait être également suscitée par le fait qu'il voit s'effriter sa position. Au cours d'une conférence de presse jeudi, il a déclaré qu'il ne s'opposerait pas à l'organisation d'un référendum s'il se déroulait dans le calme.

De son côté, le gouvernement islamique, après avoir annoncé qu'il distribuait des armes, paraît avoir choisi de multiplier les contacts avec les militaires et de prendre en mains l'administration directe des affaires partout où cela lui est possible, et d'étaler cette puissance du soutien populaire qui apparaît comme son atout principal capable d'ébranler la principale forteresse de Bakhtiar, l'armée, et de pouvoir espérer en faire basculer une partie significative dans son camp ou dans la neutralité, une partie restant de toutes façons fidèle au Shah.

BAKHTIAR S'EVANOUIRA-T-IL ?

Si Bakhtiar dispose toujours du soutien réaffirmé du département d'État américain : *«Nous continuerons à discuter avec ce gouvernement sur une base officielle»* l'ambassade US voit les choses différemment. Selon des propos rapportés par la presse américaine, les représentants américains estiment : *«Pour autant qu'il ne s'attaque directement aux officiers durs en les provoquant, le mouvement religieux a gagné. Il y a de grandes chances que leur victoire soit définitive, lorsque les derniers vestiges du gouvernement Bakhtiar s'évanouiront»*. De ce fait, l'ambassade américaine à Téhéran multiplie les contacts pour avoir des liens avec le mouvement religieux.

L'équilibre fragile existant depuis le retour de Khomeiny est ainsi en train de se modifier, en faveur de Khomeiny, mais peut à tout moment prendre un tour beaucoup moins pacifique.

Grégoire CARRAT

• Kampuchéa démocratique : congrès national sur la guerre de guerilla contre l'agression vietnamienne

La radio du Kampuchéa démocratique indique qu'un congrès national pour promouvoir la guerre de guérilla contre l'agression vietnamienne s'est tenu au Kampuchéa les 1er et 2 février. 183 cadres qui dirigent la guerre populaire dans diverses régions du pays et 230 cadres venus d'autres départements ont participé à cette réunion, convoquée par le comité militaire suprême du comité central du PCK. Le congrès a dressé le bilan d'un mois de résistance armée et a élaboré un plan de guerre contre l'agression vietnamienne pour la période à venir. Il a fixé comme tâche fondamentale le renversement du régime fantoche épaulé par le Vietnam et a appelé le peuple Kampuchéan à développer la production pour soutenir la guerre de guerilla contre l'agresseur vietnamien jusqu'à la victoire finale.

Strasbourg

Meeting de soutien à la résistance du peuple du Kampuchéa démocratique

Organisé par l'OCF (ml), PCML, PCR ml, UCF (ml).

Avec la participation d'un représentant du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique et la projection du film : «La véritable nature de l'agression vietnamienne».

Débat, documentation.

Centre Bernanos. Esplanade
Avenue du Maréchal Juin
STRASBOURG
Samedi 10 février à 20 heures

L'Arménie saigne à Moscou

La torture psychiatrique, les camps de travail ne suffisaient pas ! Les dirigeants soviétiques ont tiré. Pour l'exemple, ouvertement. Stepan Zadikian, Zaven Bagdassarian, Hagop Stepanian ont été fusillés parce qu'ils étaient patriotes, parce qu'ils étaient arméniens.

Le crime dont on les accuse : un attentat dans le métro de Moscou en janvier 77. Attentat jamais prouvé, qui, suivant les versions officielles se serait déroulé dans une station de métro, puis dans une autre ; qui n'aurait fait aucune victime, puis sept jours après, aurait fait sept morts. Andréi Sakarov pour avoir à l'époque émis l'hypothèse d'une provocation du KGB aurait fait immédiatement l'objet d'une convocation du parquet et d'une sévère mise en garde.

L'agence Tass affirme que les accusés ont été jugés sans donner ni le lieu, ni la date du procès. Les familles des victimes n'ont pas été prévenues, les témoins écartés. Zadikian n'était pas à Moscou lors de «l'explosion du métro» et de nombreux témoins peuvent le prouver.

Un faux attentat, un faux procès qui viennent à point nommé pour écraser avant les yeux olympiques de Moscou toute velleité d'opposition. Trois cadavres arméniens pour tenter de briser la résistance à l'oppression nationale dans cette URSS redevenue la prison des peuples du temps des tsars, pour tenter d'étouffer la lutte pour les droits nationaux qui s'organise de la Lituanie à la Géorgie, de l'Ukraine à l'Arménce. Stepan Zadikian était à l'origine du Parti d'Union Nationale fondé en 1965 pour réclamer l'indépendance de l'Arménie. Pour cela, il avait déjà été condamné en 1967 à 5 ans de camp.

L'état soviétique a proclamé brutalement l'hégémonie du fascisme et de la terreur. Il a voulu prouver qu'à sa guise, en toute légalité, il pouvait tuer qui il voulait, comme il voulait, quand il voulait.

«Libération arménienne» «le comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens» ont organisé samedi 3 février un rassemblement devant l'ambassade soviétique pour dénoncer ce triple assassinat et exiger une révision publique du procès. 150 personnes, des dissidents et des intellectuels parmi lesquels Pliouchtch, Fainberg, Sartre... ont répondu à leur appel. Ils organisent un nouveau rassemblement vendredi 9 février qui doit être le plus massif possible.

Le fascisme soviétique ne doit plus tuer en toute impunité ! En URSS, des peuples se lèvent pour réclamer la reconnaissance de leurs droits nationaux, nous les soutenons !

Joëlle FECLAZ

Communiqué

Trois patriotes arméniens ont été exécutés à Moscou : Stepan Zadikian, Zaven Bagdassarian, Hagop Stepanian. Andrei Sakharov et Jean-Paul Sartre exigent une révision publique du procès. «Libération arménienne», «le Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens» *s'associent à cette initiative et appellent tous les démocrates, les progressistes et les révolutionnaires à protester contre ces exécutions sommaires en se rassemblant massivement devant l'ambassade soviétique, 40 bd Lannes, le vendredi 9 février 1979 à 18 h 30. Rendez-vous métro Porte Dauphine, Paris.*

Cet appel est déjà soutenu par : Clavel, Foucault, Le Dantec et par les organisations LCR, OCT, PCR ml.

Radio télé, lutte contre 424 licenciements

Le personnel de la Société Française de Production est en grève depuis mercredi pour s'opposer aux 424 licenciements annoncés dans un document préparatoire à la réunion du Comité d'Entreprise qui doit se tenir lundi prochain. Il est en plus prévu 130 «départs volontaires» et 200 départs d'ici 1981. En tout, 754 travailleurs menacés. Le mouvement est reconductible toutes les 24 heures. Le personnel des trois chaînes de télévision, de *Radio France* et de TDF s'est mis en grève par solidarité.

Au cours d'une assemblée générale mercredi après-midi, les syndicats ont réaffirmé avec force les objectifs de la lutte : *«Pas de licenciements. Pas de démantèlement. Pas de remise en cause de la Convention collective. Augmentation du volume de production».*

Le programme minimum risque de se prolonger longtemps sur les chaînes de radio télévision. En effet, les travailleurs de la SFP refusent la logique de rentabilité du PDG, Antoine de Clermont Tonnerre, liquidateur qu'ils connaissent déjà puisqu'il a déjà pris part au démantèlement de l'ORTF en 1974.

«On va se battre» ; ce point de vue exprimé par un représentant du personnel est très massivement partagé par tous ceux de la SFP et de la radio télévision.

Assemblée générale aux Buttes-Chaumont, à l'annonce des 424 licenciements